

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE
N° CA-2018-045**

SÉANCE DU 17 AVRIL 2018

POINT 3.2

**APPROBATION DE LA REEVALUATION DU TAUX DE REMBOURSEMENT FORFAITAIRE
DES FRAIS D'HEBERGEMENT A L'UAPV**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 17 avril 2018, sous la présidence de Philippe ELLERKAMP, Président,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu les statuts de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse modifiés et approuvés le 27 juin 2017,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'administration approuve la réévaluation du taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement à l'UAPV pour une durée de cinq ans (cf document annexé).

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité.

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (20) ou suppléés (3) : 23

Membres absents et non suppléés : 5

Avignon, le 18 avril 2018

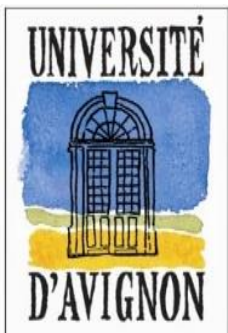
Le Président de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse



Philippe ELLERKAMP

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
AFFAIRES GÉNÉRALES ET
INSTITUTIONNELLES
Campus Hannah Arendt
Site Centre-ville
74 rue Louis Pasteur – Case 44
84029 AVIGNON CEDEX 1
<http://www.univ-avignon.fr>

Transmise au Recteur, Chancelier des universités, le **24 AVR. 2018**



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Projet de nouveaux tarifs nuitées

Le Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat précise que le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement est fixé par le ministre ou **par délibération du conseil d'administration de l'établissement** dans la limite d'un taux maximal fixé par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget. Toutefois, en application du dernier alinéa de l'article 7 du décret, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, les délibérations du conseil d'administration de l'établissement peuvent fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires, qui ne pourront cependant pas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Pour l'UAPV :

1. le tarif fixé à 85 € n'a pas évolué depuis 7 ans (CA du 31 mars 2011) et n'est donc plus adapté aux prix pratiqués (au moins pour Paris et petite couronne) ;
2. environ 90 % des missions parisiennes donnent lieu à l'établissement d'un certificat administratif par le gestionnaire pour un dépassement allant de 10 € à 30 €. Ainsi, réévaluer le tarif irait dans le sens de la **simplification administrative** ;
3. les 10 % restants sont relatifs aux agents qui ne demandent pas à se faire rembourser (par méconnaissance de la réglementation, par crainte du jugement ou par choix) et en supportent donc la charge la plupart du temps. Ainsi, réévaluer le tarif irait dans le sens de **l'égalité de traitement** ;

Sur le modèle des tarifs pratiqués par de nombreuses universités, il est proposé, pour les cinq années à venir, de rembourser dans les limites suivantes les frais d'hébergement engagés par les agents en mission :

- **Paris + Île de France petite couronne** (Hauts de Seine [92], Seine Saint Denis [93], et Val de Marne [94]), **Lyon, Marseille : 110 €**
- **Île de France grande couronne** (Seine et Marne [77], Yvelines [78], Essonne [91], Val d'Oise [95]), **Lille, Clermont-Ferrand, Rouen, Grenoble, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nice, Nantes, Rennes, Strasbourg, Nancy : 95 €**
- **Autres villes : 85 €**

DFACI

Cellule contrôle interne
et de gestion

Affaire suivie par

Nathalie BAUDE

Téléphone

+33(0)4 90 16 25 64

Courriel

nathalie.baudé@univ-avignon.fr